

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie s'est réuni le 28 novembre 2025, sous la présidence de M. Alexandre RASSAERT, Président du Conseil d'Administration de l'E.P.F. Normandie, en présence de M. Philippe LERAÏTRE, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales représentant M. le Préfet de la Région Normandie, de M. Laurent DEGEZ, Contrôleur Général Economique et Financier et de M. Kamal KEHILA, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2012-1247 du 07 novembre 2012, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011, le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018 et le décret n° 2025-242 du 17 mars 2025,
- Vu le Programme d'Action Foncière du 03/07/2019 signé entre la commune de Dieppe et l'EPF de Normandie, fixant notamment les conditions d'acquisition et de revente à la collectivité de la parcelle cadastrée section 466 AC n°611, sise avenue de la République sur l'opération 96016 - 76 - NEUVILLE LES DIEPPE « 2 AVENUE DE LA REPUBLIQUE »,
- Vu l'avenant technique au Programme d'Action Foncière de la Ville de Dieppe du 11 décembre 2024,
- Sur le rapport et après avis favorable de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Sur la demande de report :

D'accorder, aux conditions contractuelles de portage, à la commune de Dieppe (76), un report d'échéance d'environ 3 mois, pour la parcelle cadastrée 466 section AC n°611, sise avenue de la République sur le territoire de ladite commune, sur l'opération 96016 - 76 - NEUVILLE LES DIEPPE « 2 AVENUE DE LA REPUBLIQUE ».

La nouvelle date d'échéance est fixée au 31/12/2025.

Sur les pénalités de retard :

Si l'échéance contractuelle du 31/12/2025 n'est pas tenue, il sera appliqué une pénalité sur la période de dépassement de la date contractuelle de rachat jusqu'à la date de cession effective. Le taux d'actualisation sera porté à 5% sur cette période dès le 1er jour de dépassement ; la pénalité étant représentée par le montant généré par l'écart entre le taux majoré et le taux contractuel.

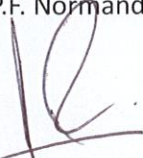
Elle est recouvrée annuellement.

D'accepter la sortie de ladite opération du Programme d'Action Foncière de la Ville de Dieppe du 3 juillet 2019, étant précisé que cette sortie interviendra lors de la signature de la Convention d'interventions par voie de substitution contractuelle.



D'autoriser le Directeur Général à signer, avec la ville de Dieppe, une Convention d'interventions (enveloppe financière d'opération : 400 000 € HT) actant ce report.

Le Président du Conseil d'Administration
de l'E.P.F. Normandie,


Alexandre RASSAERT

Le Directeur Général
de l'E.P.F. Normandie,


Gilles GAL

Délibération approuvée
A Rouen, le
Le Préfet,

28 NOV. 2025

